



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

PRÉFECTURE DU FINISTÈRE



## **ARRETE n° 37-08AI du 21 juillet 2008**

**autorisant la société BREST RECUPERATION  
à exercer les activités complémentaires  
de collecte, de broyage et de stockage de déchets de bois  
dans son établissement spécialisé dans la récupération  
et le stockage de ferrailles,  
de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage  
situé 15 rue Jean-Charles Chevillotte,  
zone industrielle portuaire, à BREST**

**Le Préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> de son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et s'agissant de la partie réglementaire en particulier :
- les articles R. 512-2 et suivants concernant celles soumises au régime de l'autorisation notamment les articles R. 512-33 et R. 512-31 ;
  - les articles R. 543-71 et 515-37 quant à la délivrance des agréments pour les installations d'élimination de déchets notamment de déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages ;
- VU** l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses rubriques n° 1530 et 2260 ;
- VU** les articles R. 541-7 à R. 541-11 et les annexes associées du code de l'environnement relatifs à la classification des déchets ;
- VU** les articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitements des déchets ;
- VU** les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement relatifs aux déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages ;
- VU** la circulaire ministérielle n° 95-49 du 13 avril 1995 pour l'application des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 55-99-A du 22 mars 1999 et n° 320-01-A du 15 octobre 2001 autorisant la société BREST RECUPERATION – siège social situé 15, rue Jean Charles Chevillotte – Zone Industrielle Portuaire – 29200 – BREST – à exploiter, à cette même adresse, un établissement spécialisé dans la récupération et le stockage de ferrailles, de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage comportant une activité annexe de transit de déchets ménagers et assimilés ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21-06-AI du 22 mai 2006 – au titre de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage – portant agrément de la société BREST-RECUPERATION pour procéder au broyage de véhicules hors d'usage dans le cadre de son établissement précité ;
- VU** le dossier présenté par la société BREST RECUPERATION le 15 janvier 2008, complété les 4 avril et 26 mai 2008 concernant – dans le cadre de son établissement précité – les éléments ci-après :
- régularisation de nouvelles activités de collecte et de stockage de déchets de bois (en provenance essentiellement de déchèteries et d'entreprises) associées à des opérations de broyage ;
  - obtention, s'agissant en partie de déchets d'emballages, de l'agrément relatif à la valorisation des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages ;

- VU** l'avis du 22 février 2008 du Service Départemental d'Incendie et de Secours sollicité pour l'instruction de l'affaire, notamment la régularisation des nouvelles activités de collecte, de stockage et de broyage de déchets de bois, complété le 15 avril 2008 ;
- VU** le rapport et les propositions du 29 mai 2008 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (DRIRE) ;
- VU** l'avis exprimé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) lors de sa séance du 17 juin 2008 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de la société BREST RECUPERATION par lettre du 4 juillet 2008 dont elle a accusé réception le 7 juillet 2008 ;
- VU** la lettre du 11 juillet 2008 par laquelle la société BREST RECUPERATION précise qu'elle n'a aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté susmentionné ;

**CONSIDERANT** que les nouvelles activités exercées par la société BREST-RECUPERATION dans le cadre de l'établissement concerné relèvent, en tant que telles, du régime de la déclaration selon les rubriques n° 1530.2 et n° 2260.2 de la nomenclature ;

**CONSIDERANT** que ces activités s'intègrent dans l'ensemble de l'établissement existant, ne modifient pas de manière notable l'économie générale de son mode de fonctionnement (en particulier, moins de 1 % de l'emprise globale du site et moins de 2 % des flux annuels entrants totaux) et ne sont pas de nature à induire des dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs (notamment dans le domaine du bruit) pour l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la société BREST RECUPERATION a réuni les conditions permettant l'obtention de l'agrément sollicité pour la valorisation de déchets d'emballages – en bois – dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages ;

**CONSIDERANT** qu'il est dès lors nécessaire de compléter les arrêtés préfectoraux n° 55-99-A du 22 mars 1999 et n° 320-01-A du 15 octobre 2001 délivrés à la société BREST RECUPERATION, au titre des articles du code de l'environnement R. 512-33 et R. 512-31 d'une part, R. 543-71 et R. 515-37 d'autre part :

- tant du point de vue administratif, tenant compte des nouvelles activités de collecte, de stockage et de broyage de déchets de bois ainsi que de l'agrément relatif à la valorisation des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages ;
- que du point de vue réglementaire, s'agissant de prescriptions additionnelles applicables à ces nouvelles activités et dans le cadre de l'agrément relatif à la valorisation des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du FINISTERE,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er**

Dans le cadre de son établissement situé 15, rue Jean Charles Chevillotte – Zone Industrielle Portuaire – dans la commune de BREST, la société BREST RECUPERATION est autorisée à exercer, en complément des activités actuellement autorisées, la collecte et le stockage de déchets de bois – en provenance essentiellement de déchèteries et d'entreprises – associés à des opérations de broyage, selon les conditions du tableau suivant :

RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	NATURE – VOLUME DES ACTIVITES ET/OU INSTALLATIONS	A/D (*)
1530.2	- Dépôt de déchets de bois. - Quantité maximale stockée = 1 200 m <sup>3</sup> .	D
2260.2	- Broyage de déchets de bois (soit par un matériel ordinaire, soit par un matériel dit "rapide" en fonction du degré d'affinage recherché des matériaux broyés). - Puissance maximale installée = 315 kW.	D

(\*) A : Autorisation – D : Déclaration.

Les quantités de déchets de bois concernés par ces activités et opérations sont limitées à 1 500 tonnes/an.



Par ailleurs, le présent arrêté vaut également agrément – au bénéfice de la société BREST RECUPERATION – au titre de l'article R. 543-71 du code de l'environnement pour la valorisation de déchets d'emballages – en bois – dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages, dans les conditions du tableau suivant :

NATURE DES DECHETS D'EMBALLAGES	CODE DE LA NOMENCLATURE	MODE DE VALORISATION	QUANTITES MAXIMALES
Déchets d'emballages en bois	15 01 03	Préparation par broyage pour la valorisation énergétique	94 tonnes/an

## **ARTICLE 2**

Les prescriptions réglementaires des arrêtés préfectoraux d'autorisation n° 55-99-A du 22 mars 1999 et n° 320-01-A du 15 octobre 2001 délivrés à la société BREST RECUPERATION sont complétées par les prescriptions énoncées ci-après, dans la mesure où elles ne leur font pas obstacle.

### **2.1 – Prescriptions additionnelles applicables au dépôt de déchets de bois**

Le dépôt de déchets de bois est aménagé et exploité dans les conditions de l'arrêté-type correspondant à l'ancienne rubrique n° 81 bis de la nomenclature (désormais n° 1530).

### **2.2 – Prescriptions additionnelles applicables aux opérations de broyage de déchets de bois**

Les opérations de broyage de déchets de bois sont réalisées dans les conditions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 et ses annexes relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 de la nomenclature.

### **2.3 – Prescriptions additionnelles applicables au dépôt de déchets de bois et aux opérations de broyage de déchets de bois**

Indépendamment des autres moyens de défense contre l'incendie de l'établissement, en particulier au moins 2 poteaux d'incendie extérieurs publics normalisés de 100 mm susceptibles de fournir un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/heure sous une pression de 1 bar, localisés à proximité de la limite nord-ouest de l'établissement et permettant l'intervention à l'intérieur de ce dernier par le portail à l'angle nord-ouest du site, le dépôt de déchets de bois et les opérations de broyage de déchets de bois sont protégés dans les conditions suivantes :

- des robinets d'incendie armés (RIA) à proximité de la zone de broyage ;
- des extincteurs appropriés aux risques sur les machines et véhicules.

### **2.4 – Prescriptions additionnelles applicables dans le cadre de l'agrément pour la valorisation de déchets d'emballages – en bois – dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages**

Lors de la prise en charge des déchets d'emballages d'un tiers, un contrat écrit est passé avec ce dernier précisant la nature et la quantité de déchets pris en charge. Ce contrat doit viser l'agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'alinéa ci-dessus. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce et/ou courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Pendant une période de 5 ans, doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant, et les conditions de stockage ;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre est porté à la connaissance du préfet du FINISTERE, préalablement à sa réalisation.

**ARTICLE 3**

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables à l'établissement concerné dès leur notification à la société BREST RECUPERATION.

**ARTICLE 4 – VOIES DE RECOURS**

Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet :

- de la part de l'exploitant, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ;
- de la part des tiers, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES dans un délai de quatre ans à compter de la date de publication dudit arrêté.

**ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le maire de BREST et l'inspecteur des installations classées (DRIRE), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles.

QUIMPER, le 21 JUL. 2008

Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,

  
Maurice BARATE

**DESTINATAIRES :**

- M. le sous-préfet de BREST
- MM. les maires de BREST, GUIPAVAS, LE RELECQ KERHUON
- M. l'inspecteur des installations classées – DRIRE, GS 29
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - EIS
- M. le directeur régional de l'environnement
- M. le directeur départemental de l'équipement - CQELF
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt - SPEC
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales – SE2
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- M. le directeur départemental des affaires maritimes
- M. le chef du service départemental d'incendie et de secours
- M. le président de la société BREST RECUPERATION